

## DERNIÈRE SEMAINE DU MOIS DE RAMADAN À GUELMA

# L'abattage clandestin prend de l'ampleur

*Jadis, l'abattage clandestin se faisait seulement dans les campagnes et contrées isolées, car dépourvues d'infrastructures. Aujourd'hui et malgré les efforts déployés par la commission mixte, chargée de la repression des fraudes en matière d'alimentation, notamment les viandes et tout ce qui présente des risques d'intoxication alimentaire, les abattoirs clandestins continuent de sévir et même de prospérer.*

Bien que connaissant plus de regain pendant cette période, dernière semaine du Ramadan, l'abattage clandestin est devenu une pratique courante à travers les nombreux marchés de la wilaya de Guelma. C'est ainsi que de grandes quantités de viande provenant de ces abattages sont chaque jour écoulées sans que les services de contrôle arrivent à tout saisir, en dépit des multiples interventions qu'ils effectuent dans les endroits où ces viandes sont débitées. Si

le phénomène est observé dans les marchés hebdomadaires et dans les communes rurales, ceci trouve son explication dans l'absence d'abattoir dans la quasi-totalité des 34 communes de la wilaya. En effet, seule la ville de Guelma dispose d'un abattoir communal fonctionnant dans les normes requises, avec des médecins-vétérinaires et de surveillance du cheptel présenté à l'abattage.

En revanche, il n'est recensé qu'une dizaine de

tueries dans les 34 communes alors que les autres, localisées dans des agglomérations, ne sont plus fonctionnelles, et donc délaissées ou occupées par des familles et ainsi détournées de leur vocation.

En ce mois de Ramadan, la pratique de l'abattage clandestin est telle à Guelma que les points d'abattage s'improvisent à l'intérieur même des écuries.

C'est le cas un peu partout à travers les communes de la wilaya, des écuries sont souvent transformées en abattoir et en boucherie à ciel ouvert devant le silence des responsables concernés.

Aux premières heures de la matinée, des éleveurs viennent de toutes les communes de la wilaya

proposer aux bouchers de la ville des bêtes «prêt-à-porter» qu'ils égorgent eux-mêmes, dépiautent et dépècent sur place, pour céder à leur tour les différents quartiers de viande à une clientèle, qui s'accroît au fil de la journée. L'affluence sur ce type d'écuries clandestines s'explique par les prix pratiqués, semble-t-il, plus avantageux par rapport à ceux de l'abattoir officiel communal. Eleveurs-vendeurs comme bouchers, revendeurs ont d'autres soucis : gagner le maximum d'argent en limitant les pertes pour les premiers et acheter de la viande à bas prix même si c'est au détriment de la santé publique, pour les seconds.

B. A.

## RABAH BOUCETTA, SECRÉTAIRE NATIONAL À L'ORGANIQUE

### DU RCD À TINEBDAR :

# «Le régionalisme et la corruption sont institués comme mode de gestion des affaires de l'Etat... !»

**Rabah Boucetta, secrétaire nationale chargé à l'organique du RCD, a animé dans la soirée de mercredi dernier une conférence-débat dans la commune de Tinebdar.**

Divers sujets brûlants liés à l'actualité politique nationale ont été passés en revue par le responsable national à l'organique du RCD qui s'est longuement étalé sur la situation de crise que vit depuis dix mois la municipalité de Tinebdar gérée par son parti qui détient, pour rappel, une majorité relative au sein de ladite assemblée. Intervenant devant une assistance nombreuse, Rabah Boucetta s'est violemment insurgé contre la décision prise par Bouteflika de tripler les indemnités des parlementaires. Pour Rabah Boucetta, l'augmentation des salaires des députés qu'il qualifie au passage de «scandaleuse» et «d'agression» à l'encontre de la population en ce mois sacré renseigne de la «velléité du pouvoir à instituer la corruption après le régionalisme comme mode de gestion des affaires de l'Etat». «Au moment où des syndicalistes autonomes sont réprimés pour avoir réclamé un salaire digne, le pouvoir rétribue généreusement des députés accomplissant sans rechigner les tâches qui leur sont confiées», s'est indigné le responsable national du RCD. Aux yeux de Rabah Boucetta, les raisons

de telles «largesses» sont étroitement liées à la révision de la Constitution dans la perspective d'un troisième mandat pour Bouteflika. Un troisième mandat qui constituera, a estimé le secrétaire national du parti de Sadi, «une offrande du pays au terrorisme international prôné par Al-Qaïda pour provoquer l'effondrement des repères de la révolution de Novembre et l'assassinat du message de pluralité et de liberté d'avril 1980».

Concernant le même chapitre des prochaines élections présidentielles, tout en réitérant la position de son parti qui est, rappelle-t-il, «fondamentalement opposé» à la révision de la Constitution, Rabah Boucetta a plaidé sur sa lancée en faveur d'une participation massive d'observateurs étrangers pour garantir une élection crédible qui constituera, selon lui, «un rendez-vous majeur de l'Algérie avec l'histoire». Abordant le volet lié aux collectivités locales, Rabah Boucetta n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour dénoncer les salaires dérisoires des maires qui seraient, selon lui, un autre indicateur «d'incitation directe à la corruption». Le même orateur n'a pas manqué aussi de mettre en exergue dans la foulée «l'intégrité» des élus issus de sa formation politique mais aussi ceux du FFS. «Le RCD et le FFS sont les deux seules formations qui ne sont pas

mouillées dans les affaires de corruption», a-t-il soutenu avec force. Avant de clore son intervention, Rabah Boucetta est également revenu sur la situation de blocage depuis dix mois qui mine la municipalité de Tinebdar dans la région de Sidi-Aïch. Une municipalité, pour rappel, gérée par le RCD qui s'est adjugé une majorité relative de trois sièges sur les sept que compte ladite assemblée grâce à un plus grand nombre de voix devant le FFS (3 élus) et un élu indépendant. S'agissant des motivations ayant conduit son parti à cautionner l'implication d'un élu de sa formation politique dans la démarche de destitution du P/APC de Tinebdar, élu également sur la même liste du parti de Sadi ainsi que le décision de retrait de la couverture politique prise par le RCD ces derniers jours à l'encontre de son maire, Rabah Boucetta a expliqué que le P/APC en question a «désobéi» aux orientations du parti et de ce fait il ne faut surtout pas qu'il s'attende à une médaille», a-t-il ironisé. «Le retrait de la couverture politique est le minimum pour rester fidèle aux engagements électoraux pris devant la population. Le RCD a lutté pour mettre fin à la période des DEC et nous n'accepterons jamais la substitution de l'assemblée souveraine par l'administration», a-t-il ajouté.

A. Kersani

## LE PROJET POSTE 400/220 KV DE CHEFFIA À EL-TARF

# Un ouvrage d'envergure régionale

**Le projet de poste 400/220 kV, en cours de réalisation et situé sur le territoire de la commune de Cheffia dans la wilaya d'El-Tarf, renforcera indéniablement la sécurité d'alimentation en énergie électrique dans les régions de l'Est et du Centre lors de sa mise en service prévue pour le 29 juin 2009.**

Ce projet d'envergure permettra, par ailleurs, selon les déclarations des cadres de la Direction des mines et de l'industrie (DMI), de contribuer dans le futur à l'amélioration de la qualité et la continuité de service. Il sera considéré comme une autoroute électrique 400 kV est-ouest destinée au renforcement du réseau national de transport d'énergie et de l'interconnexion avec les pays du Maghreb et

de l'Europe. Il faut savoir que le projet a été confié au constructeur Matelec du Liban pour étude, fournitures, essais et mise en service ainsi que les travaux de génie civil et de montage, et ce, pour un délai de réalisation de 26 mois à compter du 28 juillet 2007. Le coût de l'ouvrage est de 39 571 646 euros pour la part en devises alors que pour celle en dinars elle est de 772 804 854 DA. Il est à noter que

l'ouvrage est constitué de deux étages, respectivement de 400 kV, et de 200 kV et un ensemble d'infrastructures composé d'un bâtiment de commande H. T. (haute tension), d'annexes auxiliaires, d'un bâtiment de relayage et de 08 logements en 02 blocs de 04 logements chacun, de type F4. Par ailleurs, ce poste d'envergure régionale sera connecté par trois traversées d'arrivées lignes à la future centrale électrique à cycle combiné de Koudiat Eddraouche dans la wilaya d'El Tarf, et qui est actuellement en chantier. Dans le même sillage, lors de sa visite d'inspection

dans la daïra de Bouteldja, le wali, après avoir écouté les contraintes énumérées par les responsables en charge de la réalisation de cette infrastructure électrique, leur avait assuré que tous les points noirs seront pris en charge par les directions concernées et particulièrement celui de l'alimentation du site en eau potable.

Reste que ce projet a permis à beaucoup de jeunes de la commune de rejoindre provisoirement le monde du travail dans une région où le chômage bat son plein.

Daoud Allam

## AÏN-TÉMOUCHENT

### POUR N'AVOIR PAS ÉTÉ ORIENTÉE VERS LA FILIÈRE DE SON CHOIX

## Une lycéenne observe une grève devant son lycée à Béni-Saf

Une jeune lycéenne de 17 ans observe depuis dimanche un arrêt de cours devant l'enceinte de son lycée Cherif-Tlemçani de Béni-Saf, et ce, pour protester contre son orientation vers la branche technique-mécanique. La lycéenne, se sentant lésées, a collé une gigantesque pancarte où elle a écrit : «Rétablissez-mois dans mes droits» Bouslanti Khadidja est en 2<sup>e</sup> A.S. L'année écoulée elle a obtenu une moyenne annuelle de 13,79, une moyenne qui lui permet d'opter pour la branche de son choix, à savoir la gestion économique. Or grande fut sa surprise quand elle se trouve orientée vers la technique-mécanique, une branche qui ne plaît guère à l'étudiante encore moins à sa famille.

Elle a adressé un recours à l'administration du lycée mais il n'a pas été pris en considération, ce qui contraint l'élève à observer une grève face à son établissement dans le but de se voir rétablir dans son droit. L'administration de l'établissement en question explique que cette orientation est effectuée sur la base du conseil d'admission et d'orientation de fin d'année. En attendant une solution à ce problème, la lycéenne poursuit son mouvement de protestation.

S. B.

### MOUVEMENT DES CHEFS DE DAÏRA

## 4 mutations et une mise de fin de fonctions

Dans le cadre du mouvement des cadres de l'Etat, les services de la Présidence ont procédé à la mutation de 4 chefs de daïra sur les 8 que compte la wilaya de Aïn-Témouchent, le chef de daïra de Hammam Bou Hadjar a été muté à Batna, celui de Aïn El Arba à Oued Souf (El Oued), celui de Béni-Saf muté à El Hadjar (Annaba) alors que celui d'El Amria est muté à Oued Rhiau. Par contre, il a été mis fin aux fonctions de madame la chef de daïra de Aïn-Témouchent. Alors que l'administrateur auprès du cabinet a été promu chef de daïra à Aïn-El-Kerma dans la wilaya de Tiaret. Les daïras de Oulhaça, El Maleh et Aïn Kihel n'ont pas connu de changement dans ce mouvement des cadres de l'Etat.

S. B.

### TLEMCEN

## 900 couffins distribués par l'APC de Mansourah

Le quota de l'aide aux nécessiteux dans la commune de Mansourah a doublé par rapport à l'an dernier. Il a fallu recourir à des commissions au niveau de chaque quartier pour identifier ceux qui sont réellement dans le besoin. Cette opération s'est déroulée avec la participation de comités de quartier, d'un représentant du Croissant-Rouge algérien et d'un représentant de la daïra pour éviter tout abus. C'est dans le quartier d'El Riadh (hai el wali Mustapha) où la demande s'est fait pressente, que plus de 200 couffins ont été distribués. A noter que ce quartier reste l'un des plus pauvres dans la commune de Mansourah. Les quartiers ciblés par cette opération d'assistance sont pratiquement les mêmes tels que Attar, Hai Nedjma, la cité des 200 et des 400. Selon le maire de Mansourah, M.Achoui, cette opération a pu être menée à bien grâce à la mobilisation de la société civile et des élus. Cependant, on constate que le nombre de foyers vivant en dessous du seuil de la pauvreté augmente d'année en année. Pour l'instant, seul l'Etat mobilise des enveloppes pour cette campagne de solidarité, en espérant bien sûr que le privé y participe.

Faïza B.